

Burundi : le président Nkurunziza nommé "guide suprême du patriotisme"

@rib News, 19/02/2020 Source AFP L'Assemblée nationale du Burundi a adopté mercredi un projet de loi qui élève au rang de "guide suprême du patriotisme" le président Pierre Nkurunziza (photo), lequel a décidé de ne pas se représenter à l'élection présidentielle du 20 mai.

Ce texte, présenté par la ministre de la Justice, Aimée-Laurentine Kanyana, a été adopté par "91 voix pour, 4 contre 13 abstentions", a annoncé le président de l'Assemblée nationale, Pascal Nyabenda, à l'issue du vote. Il institue également "une journée nationale du patriotisme organisée chaque année au mois de juillet et présidée par le Guide suprême du patriotisme". M. Nkurunziza sera à l'avenir consulté à ce titre "sur des questions relatives à la sauvegarde de l'indépendance nationale, à la consolidation du patriotisme et à l'unité nationale", précise ce texte. Il prévoit aussi, à la retraite dorénavant laquelle il aura droit, des "mesures d'accompagnement" qui doivent lui permettre de mener à bien sa mission. L'Assemblée avait adopté en janvier un projet de loi octroyant au président Nkurunziza de très nombreux avantages à la fin de son mandat: une villa de très haut standing, une allocation d'environ 500.000 euros et pour le reste de sa vie une indemnité égale aux émoluments d'un député. Ces avantages, dans un pays où 75% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, avaient été qualifiés d'"indécents" par l'opposition. Le député d'opposition Fabien Banciryanino a déclaré à l'AFP avoir voté contre le texte présenté mercredi et s'en être expliqué devant l'Assemblée. "J'ai expliqué que depuis qu'il est au pouvoir, des crimes graves ont été commis, on retrouve chaque semaine des corps de personnes tuées, le pays est devenu l'un des plus pauvres et des plus corrompus au monde (...). Je pense qu'il devrait plutôt répondre de tous ces actes devant la justice", a-t-il indiqué. Le Burundi est en crise depuis que le président Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Il a été réélu en juillet de la même année. Les violences et la répression qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête. Au pouvoir depuis 2005, M. Nkurunziza a surpris en annonçant en juin 2018 qu'il ne se représenterait pas à sa succession en 2020, alors que la nouvelle Constitution modifiée par référendum le lui permettait. Le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, a choisi pour tenter de lui succéder l'un de ses proches, le général Evariste Ndayishimiye.